



EXPOSITION

" LA FORCE DU COLLECTIF "

du 27 mai au 21 juin
BU PROUDHON

VERNISSAGE

le 30 mai / 18h30

PROJECTION

" LIP, LE RÊVE ET L'HISTOIRE "
de Bertrand Gautier
en présence d'Isabelle
Brunnarius & de Pascal Gomez

jeudi 30 mai / 20h30
Petit Théâtre de la Bouloie

COLLOQUE

Organisé par le CRJFC et
l'UFR SJEFG

" ACTUALITÉ JURIDIQUE DE
L'ACTION COLLECTIVE,
40 ANS APRÈS LIP ! "

jeudi 6 & vendredi 7 juin
UFR SLHS & Centre Diocésain

40 ANS APRÈS



du 27 mai
au 21 juin 2013

BESANÇON

PROGRAMME COMPLET

www.univ-fcomte.fr

BU Proudhon | 03 81 66 61 92

Petit Théâtre de la Bouloie | 03 81 48 46 61

Colloque | 03 81 66 66 08

« Nous savions que la sécurité de l'emploi avait un prix pour les travailleurs. Mais nous ne savions pas que les liens établis, le désir de maintenir ses racines dans sa région avaient une aussi grande valeur pour ces hommes qui ont préféré pour cela, en connaissance de cause, risquer leur salaire et leur sécurité. Dans un monde où l'on spéculé sur la mer, le soleil, l'air pur, quelques centaines d'hommes ont affirmé que l'amitié, la solidarité ne s'achetaient pas ; ils ont enrichi le mouvement ouvrier d'une revendication essentielle ».



LIP, LA FORCE DU COLLECTIF

En 1973, les 1300 travailleurs de Lip, une prestigieuse maison bisontine d'horlogerie et de mécanique de précision, sont confrontés au dépôt de bilan et au démantèlement de leurs usines de Palente et d'Ornans. Ils décident alors collectivement de s'emparer du stock de montres et des brevets, de reprendre l'activité des chaînes de montage, de vendre les montres en dehors du réseau d'horlogers et enfin de se verser leur salaire.

Cette action collective originale va à l'encontre de toutes les conceptions traditionnelles de l'entreprise et l'illégalité est alors fièrement assumée. Les Lip mettent en œuvre des modalités d'action classiques (débrayage, réduction des cadences, manifestations), toutefois leur originalité ou « marque de fabrique » consiste dans le fait qu'ils refusent le démantèlement des sites de production et le plan de licenciement, tout en poursuivant le travail et, d'autre part, qu'ils usent de tous les *media* de communication pour populariser la lutte.

La force du collectif est l'un de ces intitulés, à l'instar de *L'imagination au pouvoir*, que l'on emprunte pour illustrer un événement de l'histoire du mouvement ouvrier qui est cruellement indicible ou indescriptible dans sa globalité. C'est collectivement que les travailleurs de Lip traversent la crise et se montrent intransigeants face au patronat. Il n'y a certes rapport de force qu'à la condition d'une lutte unitaire, mais cet événement est surtout emblématique par la circulation de la parole qu'il a permise : une parole collective et individuelle, au service de tous et de chacun, au-delà des clivages idéologiques, de la place dans l'usine, ou d'une quelconque autorité syndicale.

Quarante ans après ces événements, six étudiants en master 2 « droit de l'emploi et des relations sociales » ont endossé le costume de l'historien devant plusieurs fonds d'archives privées d'anciens Lip, déposés dans le cadre d'un projet de recherche mené au Centre de recherches juridiques de l'Université de Franche-Comté (CRJFC). Cette exposition qui résulte de leur recherche comprend des archives de presse, syndicales, politiques, ecclésiastiques, des iconographies et propos qui ont vocation à rendre compte du conflit Lip, de son début en 1973 jusqu'à son terme en 1981.

LIP, LA FORCE DU COLLECTIF (2013)

Thématiques : Guillaume GOURGUES (Maître de conférences en science politique) et Laurent KONDRATUK (Ingénieur de recherche) (CRJFC, Université de Franche-Comté).

Sélection des sources archivistiques : Marylise BIDAUX, Benjamin CAPELLI, Jérôme FAIVRE, Charline MARGUET, Aurore OBERSON, Camille TAHAR (étudiants en M2 « Droit de l'emploi et des relations sociales » - UFR SJPEG – Université de Franche-Comté) et Laurent KONDRATUK.

Objets et supports visuels : Habiba HARKATE (Responsable de la formation et des animations, BU Proudhon, Université de Franche-Comté).

Composition et mise en forme : Benjamin CAPELLI, Laurent KONDRATUK et Héléne POUILLOUX (Conservatrice des bibliothèques, BU Proudhon, Université de Franche-Comté).

Textes : Benjamin CAPELLI et Laurent KONDRATUK

Graphisme Lip : Elodie CROZIER

Montage de l'exposition : Habiba HARKATE, Héléne POUILLOUX et Laurent KONDRATUK.

Impression des panneaux : Imprimerie centrale de l'Université de Franche-Comté.

Financements : Bureau de la vie étudiante, Bibliothèque Proudhon, UFR SJPEG, CRJFC.



CHRONOLOGIE

1967

Entrée de Ebauches SA (filiale de l'ASUAG, *Allgemeine Schweizerische Uhrenindustrie AG*) à hauteur de 33% dans le capital de Lip. Lip réalise un chiffre d'affaires de 73,3 millions de francs et ses bénéfices sont de 176.000 francs

1970

Ebauches SA porte à 43% sa participation au capital de Lip

1971

28 février – Jacques Saintesprit succède à Fred Lip en qualité de PDG

1972

Lip réalise un chiffre d'affaires de 90,5 millions de francs et accuse des pertes (6 millions) pour la troisième année consécutive

1973

17 avril - Démission de Jacques Saintesprit. Désignation de Louis Duffay et Jacques Pesson comme administrateurs provisoires

12 juin - Les Lip prennent 65.000 montres en otages, démontent des éléments de postes d'horlogerie, emportent les documents industriels, comptables et commerciaux

18-20 juin – « On fabrique, on vend... » : Reprise de l'assemblage des montres et vente aux particuliers

22 juin – Dépôt de bilan par les administrateurs provisoires

13 juillet - Le tribunal de commerce de Besançon prononce la liquidation des biens de LIP

2 août - « ... On se paie » : les Lip se versent leur salaire de juin

14 août - Occupation du site de Palente par les forces de l'ordre. « Lip est là où sont les travailleurs » : installation des travailleurs de Lip au gymnase Jean Zay

29 septembre - Marche sur Besançon, contre les licenciements, le démantèlement et pour la préservation des avantages acquis : entre 70.000 et 100.000 personnes défilent sous la pluie

12 octobre - Rejet du « plan Giraud » prévoyant 957 réembauches, 54 départs en préretraite et 180 licenciements. La CGT appelle à voter en faveur du plan, la CFDT et le comité d'action y sont opposés. 626 travailleurs votent pour la poursuite de la lutte, 174 adoptent la motion et 17 personnes s'abstiennent

1974

29 janvier - « Accord de Dole » (plan Neuschwander) actant la volonté de réintégration de l'ensemble du personnel encore engagé dans la lutte (830 personnes). Restitution de 2 millions de francs, de 15-20.000 montres, de 7 tonnes de documents et de matériel. Claude Neuschwander est désigné PDG de la CEH (Compagnie européenne d'horlogerie) qui comprend l'activité horlogère de Lip

11 mars - Retour sur le site de Palente de 135 salariés

1975

Janvier - Les 830 travailleurs de LIP sont réintégrés à Palente

Décembre - Lip a vendu près de 300.000 montres en 1975 (l'objectif était d'atteindre 400.000 pièces). Lip dépasse de 6,3 millions de francs les prévisions de pertes



1976

18-21 février - Démission et révocation du PDG Claude Neuschwander, et désignation de Jean Sargueil comme PDG

5 avril - Sargueil annonce au CE extraordinaire « Nous ne continuerons pas l'exploitation de Lip »

3 mai - Le tribunal de commerce de Paris prononce la mise en liquidation des biens

5 mai - Occupation de l'usine décidée en assemblée générale

8-9 mai - 15.000 personnes aux journées portes ouvertes

11 mai - Motion du conseil général, à l'unanimité, demandant la survie de Lip

14 mai - Réception des lettres de licenciement

26 juillet - « Mise à l'ombre » de 120.000 montres

31 août-1 septembre - Les Lip se rendent à l'ANPE pour pointer

18 octobre - Les Lip font appel du jugement de liquidation

6 novembre - 12.000 personnes aux journées portes ouvertes ; commercialisation du Chômeopoly

1977

31 mai - Les Lip reprennent la fabrication des montres

8 novembre - Création d'une société coopérative de production

1978

Janvier - Constitution de la coopérative L.I.P (Les industries de Palente)

1979

Janvier - Publication des trois listes A, B, C qui scellent l'avenir des travailleurs des industries de Palente et la rupture du « collectif »

Juillet - 46 personnes sont salariées pas la coopérative L.I.P

7 Juillet - Constitution de la coopérative C.A.P (commissions artisanales de Palente)

3 octobre - La motion du directoire de la Scop visant à la partager en trois groupes l'emporte après référendum face à la motion défendant l'unité et aucun licenciement. Le groupe A comporte les travailleurs intégrés dans la coopérative industrielle LIP ; le groupe B comporte les commissions artisanales ; le groupe C comporte les personnes licenciées

1981

Février - Les Lip quittent Palente



LIP : C'EST L'HEURE

Créée en 1867 la société Lip est principalement connue pour son activité horlogère. Toutefois, elle ne se limite pas à l'horlogerie et produit dans d'autres secteurs tels la machine-outil, l'équipement civil et militaire, ou la mécanique. En 1969, l'entreprise est au 77^{ème} rang mondial des grosses entreprises de l'industrie mécanique, et en 1973, l'une des 10 premières sociétés horlogères mondiales. En 1972 la société affiche un chiffre d'affaire d'environ 91,5 millions de francs (70% provient de l'horlogerie). Lip c'est également deux sites de production qui regroupent plus de 1300 salariés dont la très grande majorité se trouve sur le site de Palente. La moitié des travailleurs sont des ouvriers qualifiés et 52% sont des femmes. Les fournisseurs et sous-traitants emploient alors 5000 salariés dépendants de l'activité de Lip.

Concernant l'horlogerie, grâce à ses recherches LIP était à la pointe de la technologie. En 1952 la marque présente la première montre bracelet électrique du monde (modèle LIP electronic R148) et se positionne comme l'une des premières à proposer des montres à quartz (modèle pour dames). La société Lip produit de nombreux modèles de montres (264 modèles en 1972) dont les LIP Nautic ski, Himalaya, T18, Baschmakoff, Dauphine (ci-contre) ou d'autres encore au *design* avant-gardiste. En 1972 Lip vend 500.000 montres par an (dont 120.000 à l'exportation) dont les prix oscillent entre 150 et 250 francs (à titre de comparaison, le salaire minimum chez Lip s'élève à 1130 francs/mois en 1973).

Dans le domaine de la machine-outil, LIP produit dans l'usine d'Ornans des rectifieuses planes et cylindriques (comme la RUH 300) et des presses pneumatiques.

Enfin le secteur de l'industrie civile et militaire à un chiffre d'affaire de 11,5 millions de francs en 1972. A cheval sur l'horlogerie et l'industrie, Lip fabrique des pendulettes pour tableaux de bord d'aéronef ou d'automobile (Régie nationale Renault). Pour l'armement (Manhurin, Thomson, la Société nationale industrielle aérospatiale) Lip usine des pièces destinées aux fusées et aux missiles (tête d'obus) qui sont librement réadaptées en minuterie de cuisine lors du second conflit (voir ci-contre).





que se cache-t-il derrière une Lip "Electronic"?

1 500 techniciens, 80 000 m² d'usine, 15 éclats de rubis... et un petit grain de génie!

Une montre Electronic? Rien de plus simple...

C'est une montre qui, portée ou posée, ne s'arrête jamais, ne se remonte pas!

Son secret? Un ressort en moins, une pile miniature en plus!

Voilà ce que cache une Lip Electronic: 18 mois d'heure passionnément exacte, une précision infallible.

Et l'autre face? ... Elle est très, très élégante!..

Allez vite la découvrir chez votre horloger-bijoutier ainsi que les 271 modèles de montres Lip de 80 F à 2 950 F.



Besançon | Genève

« Une sorte de fête (quelle libération n'est pas une fête ?) a transformé du dedans ces jours de cris et de violences – une fête liée, mais non identifiable, aux jeux dangereux des barricades ou au psychodrame d'une catharsis collective. Quelque chose nous est arrivé. Quelque chose s'est mis à bouger en nous. Emergeant d'on ne sait où, remplissant tout à coup les rues et les usines, circulant entre nous, devenant nôtres mais en cessant d'être le bruit étouffé de nos solitudes, des voix jamais entendues nous ont changés. Du moins avons-nous ce sentiment. Il s'est produit ceci d'inouï : nous nous sommes mis à parler. Il semblait que c'était la première fois. De partout sortaient les trésors, endormis ou tacites, d'expériences jamais dites. En même temps que des discours assurés se taisaient et que des *autorités* devenaient silencieuses, des existences gelées s'éveillaient en un matin prolifique. Une fois abandonnée la carapace métallique de l'auto et rompu le charme solitaire de la télé à domicile, avec la circulation brisée, les mass media coupés, la consommation menacée, dans Paris défait et rassemblé dans ses rues, sauvage et stupéfait de se découvrir un visage lavé de ses fards, une vie insoupçonnée surgissait ».

Michel de CERTEAU
1968

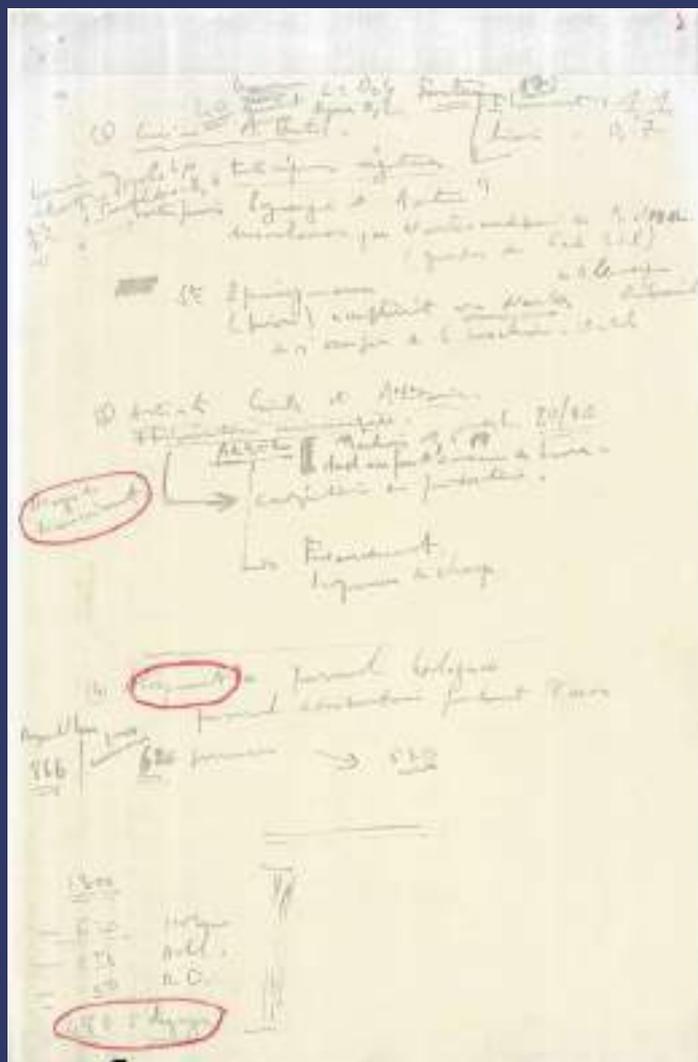


LIP 73

Après trois années consécutives de pertes, s'élevant à plusieurs millions de francs, l'actionnaire principal de Lip (Ebauches SA, filiale de l'ASUAG), favorable à un dépôt de bilan dès 1970, fait effectuer un audit par l'Institut de développement industriel (IDI), qui est un organisme semi-public. Les conclusions de l'IDI sont rendues en mars 1973. Celui-ci préconise : l'abandon de la fabrication d'ébauches, la cession des activités machines-outils (site d'Ornans), la cession ou adaptation des équipements civils et militaires et de la mécanique, un « important allègement des structures du personnel » et une renégociation des contrats de travail avec les syndicats. Jacques Saintesprits, PDG de LIP présente sa démission au conseil d'administration le 13 avril 1973.

Les syndicats CGT et CFDT organisent l'action dès le mois de mars. Consigne est donnée de poursuivre le travail mais de ralentir les cadences de production, afin de continuer de percevoir un salaire. Les travailleurs de Lip et leurs représentants syndicaux sont conscients des difficultés de l'entreprise. Un diagnostic réalisé à la demande de la Fédération générale de la métallurgie (FGM CFDT) (conférence de presse du 8 août 1973) pointe un certain nombre de défaillances : inadaptation à l'évolution de l'effort de publicité et des circuits de distribution (taux de marge de Lip aux commerçants plus faible que la concurrence) ; absence de politique de production et des stocks (trop de modèles et peu de modèles « vedettes »). Deux motifs à la situation sont avancés par les syndicats, à la fois la gestion calamiteuse de Fred Lip et, ce qui est finalement lié, une stratégie d'Ebauches SA de récupération de la marque Lip en imposant ses modèles et ses pièces.

En mai et juin 73, les administrateurs provisoires observent la réduction de productivité et mettent en avant la nécessité de fermeture du site. Le 12 juin 1973, les travailleurs séquestrent plusieurs heures les administrateurs provisoires et le président du tribunal de commerce après l'annonce du dépôt de bilan et, de fait, de la cessation de paiement des salaires. La découverte des notes « crues » de Laverny (voir ci-contre) font prendre la mesure du plan de l'IDI envisagé (480 licenciements et démantèlement des sites). Les salariés se prononcent alors pour l'occupation du site et réfléchissent à un déplacement du rapport de force, passant par le kidnapping des montres et la reprise de la production, sans patron.



« La Suisse, c'est une bonne vache, agréable à regarder, qui produit tout ce qu'on lui réclame », a dit un jour Alphonse Allais. [...] Cette citation peut paraître amère. Mais elle résume, d'une certaine façon, l'attitude qu'Ebauches SA a cru déceler depuis plus d'une année, dans les milieux syndicaux, financiers, industriels et gouvernementaux français. Pendant cinq ans, malgré les heurs et malheurs d'une collaboration qu'il faut bien qualifier, aujourd'hui, de difficile, Ebauches SA a voulu garder sa confiance à une entreprise française qu'elle considérait –avec raison– comme un élément important de l'horlogerie européenne. [...] Le personnel de Lip, adoptant une attitude pour le moins insolite, a, entre autres, voulu démontrer un attachement à son entreprise qui l'honore. Mais, jouet des spécialistes de l'agitation politique, il a finalement repoussé toute solution réaliste à la crise. Il arrive aujourd'hui au terme d'une aventure certes exaltante (la « fête permanente » comme on l'a qualifiée), mais sans issue. Pour ce qui concerne plus particulièrement Ebauches SA [...] il ne fait toujours aucun doute que la coopération et la concertation au niveau de ce continent sont les conditions nécessaires du développement et du progrès.



BESANCON, le 25 MAI 1973

Maître DUFFAY
Maître LAVERNY

Copie : Monsieur SAINTESPRIT

Journée du 25/5/1973

Suite à la réunion du Comité d'Établissement du 24 Mai 1973, l'information des délégués du personnel a été la suivante :

" Le combat continue plus fort que jamais "

Aucune amélioration constatée : La production des services mécanique et usinage série était pratiquement nulle.

À l'horlogerie, environ 50 % de pièces sorties.

Les cadres de l'horlogerie prétendent actuellement que la qualité ne peut plus être garantie. Exemple : des ouvrières tricotent sur les postes de travail = risque de déchet de lais dans les mouvements.

Monsieur HAYOT a convoqué Monsieur PIAGET pour lui préciser que si cette situation persistait, il se verrait dans l'obligation d'arrêter le montage horlogerie.

Bien sûr, Monsieur PIAGET était tout à fait d'accord mais n'a rien fait pour demander aux opérateurs de modifier leur comportement. Le Chef de service l'a fait lui-même. Avec réticence, les personnes ont changé d'activité et ont joué à la "bataille navale" !!

Certains membres du personnel de mécanique et usinage ont passé leur matinée, couchés dans l'herbe du parc.

En ce qui concerne les paies : Rien n'a été modifié et les délégués persistent dans leur position.

Nous attendons la diffusion de la note, lundi, mais nous doutons de l'effet. Il y aura donc nécessité de prendre une décision, sans attendre le 29 Juin (jour de départ en congés), pour que le personnel s'aperçoive qu'il ne percevra aucun salaire.

Devant une telle situation, devenue intolérable pour tous, et sans amélioration en vue, il semble qu'une décision de fermeture temporaire, avec toutes les conséquences que cela peut amener, soit une solution à envisager rapidement.

C.V. GIRARDIN



Après la mise à l'abri du « trésor de guerre » dans nombre de caches ecclésiastiques, les travailleurs de Lip votent la reprise du montage et de la vente des montres pour pallier la perte du salaire. Les négociations avec Henry Giraud, émissaire de Jean Charbonnel (ministre de l'Industrie du gouvernement Messmer) durent près de trois mois. Les Lip ont à endurer l'occupation de l'usine par les forces de l'ordre (15 août) et par voie de conséquence l'éclatement des sites de lutte (Gymnase Jean Zay pour la coordination ; le cinéma Lux pour les AG ; les locaux paroissiaux de Saint-Pie X à Palente). Ils assistent aussi au délitement de l'unité d'action entre la CFDT, le comité d'action et la CGT sur la question du plan Giraud. La CGT finit par accepter le plan comme moindre mal. Ce dernier envisage 957 réembauches, 54 mises à la préretraite et 80 licenciements. Le 12 octobre 73, Jean Charbonnel prend acte du rejet du plan Giraud par l'écrasante majorité des travailleurs du secteur horlogerie toujours dans la lutte. Seul le secteur mécanique de précision reprend à Ornans (Supémec, aujourd'hui LIPEMEC). Malgré la volonté de Pierre Messmer de mettre un terme radical au conflit, le ministère ne cesse pas, de son côté, de rechercher une solution de reprise du site. Celle-ci est négociée en décembre avec José Bidegain (CNPF), Antoine Riboud (BSN, Gervais-Danone), Renaud Gillet (Rhône-Poulenc) et Claude Neuschwander (Publicis).



« Nous pensions que le pouvoir ferait intervenir ses forces de répression pour interrompre notre lutte. Il fallait le prévoir et préserver notre capacité de continuer notre combat tout en gardant un minimum de contrôle sur l'usine de l'extérieur. Deux décisions ont donc été prises. La première consistait à sortir les pièces et le matériel nécessaire à la fabrication des montres. La deuxième à mettre l'usine hors d'état de fonctionner sans nous et pour cela nous avons retiré des pièces maîtresses des machines, des documents essentiels comme des bandes informatiques. Nous avons voulu démontrer qu'une usine ce n'était pas des pierres et de la ferraille mais d'abord des hommes : *Lip est là où sont les travailleurs*. Maintenant tous les travailleurs peuvent voir la différence. Nous, nous étions dans l'usine pour sauver notre outil de travail : nos emplois. Tout le monde pouvait y venir. Nous y travaillions. [...] Les forces de répression sont actuellement dans les murs avec un seul but : empêcher d'y entrer. Dedans ils ne font rien que monter la garde. La production des Lip, elle se fait ailleurs. Nous continuons comme avant, après tout ce que nous avons fait, nous n'allons pas nous laisser impressionner par des casques et des gourdins. Là encore les travailleurs ont réagi très fortement. En faisant occuper en permanence l'usine par la police, le pouvoir cherchait à nous entraîner dans le piège. Nous ne sommes pas tombés dans le piège et avons développé l'offensive sur le terrain choisi par nous ».

Charles PIAGET



ORGANISATION DE LA LUTTE

Pour faire face aux problèmes que pose leur action, les travailleurs de Lip s'organisent. Avec la lutte, les cloisons entre ateliers et services disparaissent et les ouvriers s'organisent de façon unitaire, collectivement. Les Lip se regroupent quotidiennement en assemblée générale afin de prendre les décisions relatives au déroulement de la lutte. L'AG permet l'expression de chaque travailleur et assure leur unité. Les visiteurs, quels qu'ils soient, peuvent y assister. C'est l'AG qui adopte les décisions les plus importantes, elle se prononce notamment sur les négociations avec l'Etat ou son médiateur (plans Giraud et Neuschwander).

Se crée également un comité d'action qui regroupe des délégués syndicaux et d'autres travailleurs. Ce comité joue un rôle prépondérant dans le déroulement de la lutte. Son organisation pouvant comprendre jusqu'à une centaine de personnes, va dépasser les sections syndicales (CFDT et CGT) et les clivages politiques ; toutefois l'engagement syndical et la participation au comité d'action demeurent souvent liés. Le comité d'action n'est pas une organisation parfaitement structurée, c'est un lieu plus restreint que l'AG où les travailleurs se réunissent pour débattre de l'action à mener. Leur travail collectif permet un meilleur aboutissement des idées proposées. Ces dernières sont ensuite soumises en AG et le comité d'action s'assure que tout soit prêt dans le « déroulement des opérations ». Les décisions adoptées en AG sont exécutées par les quelques 35 commissions constituées, dans lesquelles les travailleurs peuvent se rendre librement.



Certaines d'entre-elles ont un impact plus fort que d'autres, mais toutes participent au bon déroulement de l'action des Lip. La commission « vente » a la mission d'organiser la vente des montres à l'intérieur et à l'extérieur de l'usine. La commission « accueil » se charge de faire visiter l'usine et renseigne les visiteurs sur la lutte. Celle de la « popularisation » fait connaître le conflit en France et à l'étranger. Ses actions sont variées : suivi de la caravane du Tour de France, création de films, meetings. La commission « presse » veille aux bonnes relations avec les journalistes, et publie le journal de lutte *Lip Unité* qui relate les avancées des négociations et l'activité dans l'usine. D'autres sont en charge du restaurant, de la garderie ou du courrier.

A la suite de l'occupation du site par les forces de l'ordre, les diverses commissions s'éparpillent dans tout Besançon, fragilisant ainsi le collectif car il devient plus difficile de tous se regrouper.



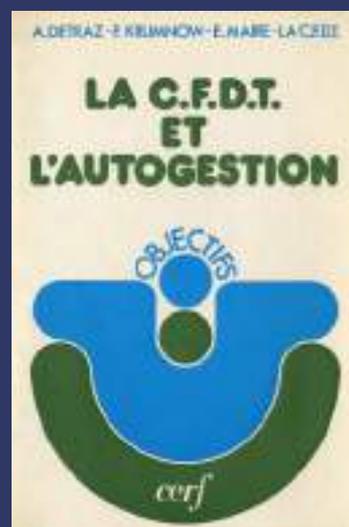
« Le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui »

L'action collective des Lip serait probablement passée inaperçue si ceux-ci s'étaient limités au débrayage, au ralentissement des cadences (ce qu'ils firent dans un premier temps), au blocage voire à la destruction des produits ou outils de production. Les conflits sociaux actuels se soldent généralement par une volonté de gestion rationnelle, c'est-à-dire que le travailleur, entendons-nous souvent, est « la variable d'ajustement », du côté des dirigeants d'entreprise. Le chômage, du côté des travailleurs, est perçu comme inéluctable, accepté avec résignation, lors de la fermeture d'un site ou, étape antérieure, d'un « dégraissage ». Ne pas conserver son emploi serait alors compensé par une négociation d'indemnités de licenciement. L'action des Lip eut ceci de novateur qu'ils optèrent collectivement non pour un affrontement avec le patronat, en acceptant le licenciement, mais pour le maintien de l'activité horlogère et mécanique dans un contexte de vacance du pouvoir patronal.

Le 18 juin 1973, les Lip décident de reprendre le montage de montres à partir du stock existant. La deuxième étape, dès le 20 juin, consiste dans la vente des montres montées et de celles qui constituent le « trésor de guerre ». La troisième étape, bouclant la boucle, est la première paie qui survient le 3 août. Ainsi, de la fabrication, ou assemblage des montres, à la paie, en passant par la vente, les Lip mettent en œuvre une démarche souvent qualifiée d'autogestionnaire.

L'autogestion, donnant lieu à une abondante littérature après 1968 est, selon la définition de la CFDT : « Un changement radical dans la situation des travailleurs. Ils ne sont plus subordonnés à un pouvoir extérieur puisque de simples vendeurs de leur force de travail à un employeur, ils deviennent collectivement leur propre employeur, maîtres du produit de leur travail et de son utilisation dans le cadre de la planification démocratique ».

Les Lip, dès la reprise de l'assemblage des montres puis dans toutes les réponses qu'ils font à ceux qui les interrogent, rejettent l'idée d'une autogestion : « Ne nous faisons pas d'illusion et n'aimons pas la démagogie, dit un membre du comité d'action le 18 juin 1973, il est impossible de faire l'autogestion en système capitaliste. Nous ne pouvons compter ni sur les fournisseurs ni sur les clients habituels, c'est évident. Nous nous contentons simplement, jusqu'à épuisement des stocks de fournitures existants, c'est-à-dire pour un temps limité, de faire tourner l'usine à notre propre compte ».



« En abordant le chapitre sur l'autogestion, je me préparais à vous abandonner sur un chemin que personnellement je refuse. Ma surprise fut grande quand j'ai constaté que l'autogestion dont vous parlez n'est pas l'autogestion qu'appelle de ses vœux Michel Rocard. L'appropriation collective des moyens de production n'est pas pour vous un préalable à l'autogestion. Vous transformez la *planification démocratique* en *planification souple*. Vous ne parlez point de la prise de décision par l'assemblée générale des travailleurs, principe pourtant fondamental de l'autogestion. En fait, votre autogestion n'est que la décentralisation du pouvoir économique. Décentralisation que nous souhaitons fortement. Dans l'inefficacité des nationalisations à l'attachement irréductible aux libertés, je pourrais multiplier, entre nous, les exemples de convergences. Quand je recherche les divergences, je les trouve plus au niveau des leviers qu'au niveau des idées, au niveau des moyens qu'au niveau des fins. Vous choisissez pour vos idées le levier socialiste (qui d'ailleurs lui-même utilise le levier communiste). Pourtant votre réussite et celle des ouvriers de LIP prouvent que la réforme est possible dans notre système. [...] Je crois qu'il serait injuste de vous refuser le droit du qualificatif de gauche, votre générosité, vos convictions, vos initiatives sont manifestes. En revanche, je ne pense pas que vous soyez un homme d'opposition et votre exemple de prise de responsabilités me donne confiance en une prochaine décrispation de la société française. Il faudra bien un jour que les hommes de réformes se rassemblent. J'espère que vous ne m'en voudrez pas de vous avoir fait part de quelques sentiments que j'ai profondément ressentis à la lecture de votre livre. Je vous demande de comprendre qu'il est difficile pour un jeune Giscardien très attaché à la réforme de la société, de rencontrer un humaniste dans le camp collectiviste, un moderniste dans le camp passéiste, un entrepreneur actif dans le camp des spectateurs critiques. En souhaitant ne pas vous causer de problèmes avec vos partenaires syndicaux. Je vous prie de croire [...] ».

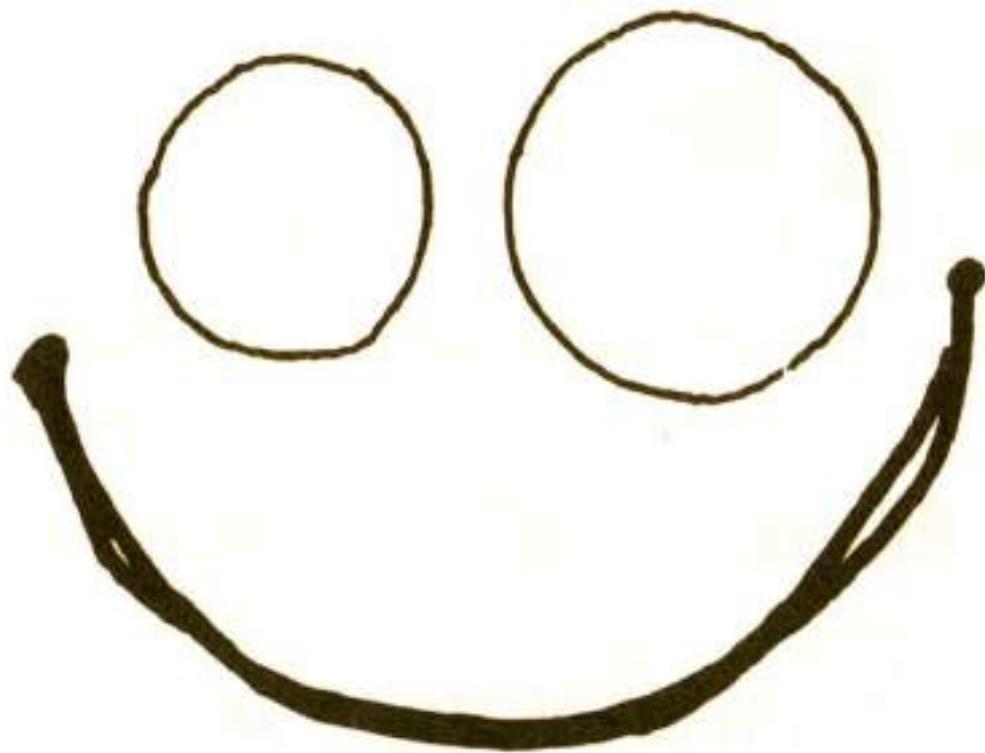
Jean-Pierre RAFFARIN à Claude NEUSCHWANDER,
Décembre 1975



POPULARISER LA LUTTE

Pour que la lutte ne soit pas vaine, les travailleurs de Lip doivent rompre l'isolement, le conflit doit sortir du cadre de l'usine. Il est indispensable pour les ouvriers de faire connaître leur mouvement et d'en expliquer les raisons. C'est par un soutien populaire que la lutte pourra trouver son dénouement. C'est le lourd travail de la commission « popularisation » qui doit par des slogans, meetings, réalisations d'ouvrages ou tout autre moyen original, faire connaître et donner les explications nécessaires à la compréhension du conflit par le public. La démarche se veut ludique, artistique, autant qu'intellectuelle. Ainsi, les Lip publient des dossiers d'information (notamment *Lip est viable*, avec le soutien de la FGM CFTD) et quatre ouvrages : *Lip et Lip 73* (1973), *Lip, affaire non classée* (1976), *Lip au féminin* (1977). Ils réalisent des films, une pièce de théâtre (*Arthur où t'as mis les montres ?*) et un jeu de société subversif, librement inspiré du concurrent capitaliste (le *chômageopoly*). Ils ouvrent les portes de l'usine, organisent des réunions d'information (*6 heures avec Lip*), font le tour des meetings politiques et des usines (en France et à l'étranger) soit en délégation, soit avec la « caravane Lip ». Le soutien populaire est là, en témoignent les milliers de montres vendues (plus de 65.000 montres du 20 juin au 31 juillet 73), les visiteurs de l'usine, ou la manifestation de Besançon le 29 septembre 1973 regroupant entre 70.000 et 100.000 personnes.



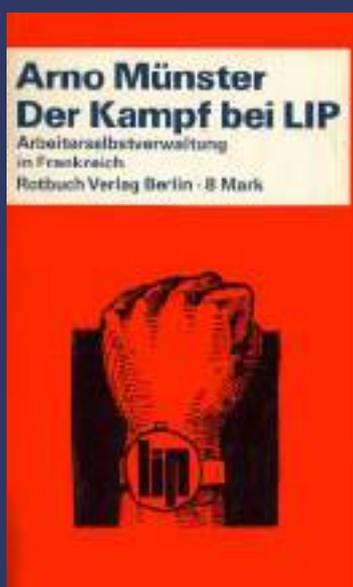


Si t'a jamais vu
des ouvriers heureux
va voir chez lip.



LA COUVERTURE MEDIATIQUE DU CONFLIT

Les actions menées par les travailleurs rendent la lutte de plus en plus populaire. Dans un premier temps, l'action des Lip est principalement couverte par la presse régionale (*L'Est républicain* et le *Télégramme de Franche-Comté*). Après la manifestation du 15 juin 1973 qui réunit 10-15.000 personnes, à laquelle assistent l'archevêque de Besançon, le maire Jean Minjoz et le député de Belfort Jean-Pierre Chevènement, l'audience franchit un cap pour donner au mouvement une audience nationale. La répercussion médiatique se fait alors aussi bien par le biais de la presse écrite, de la radio, que de la télévision. Certains journaux soutiennent plus activement que d'autres la lutte des travailleurs, notamment le *Témoignage chrétien*, *Libération*, nouvellement créé par Jean-Paul Sartre et les journaux qui gravitent autour (*La Cause du peuple*). Ils prennent soin d'expliquer ce qu'est Lip et la façon dont se déroule le mouvement. Les organes de presse de certaines mouvances de la gauche (PSU et Lutte ouvrière) vantent aussi le combat des Lip et en font les hérauts de l'autogestion et l'anticapitalisme. Les Lip savent que ce soutien est fondamental pour ne pas demeurer isolés (cela se vérifie plus encore en 76) : la création de la commission « presse » découle de ce constat. Leur succès est tel que même la presse étrangère et certains chercheurs s'intéressent au conflit (*The Financial Times*, *Die Zeit*, et *Intercontinental Press* qui couvre toute l'actualité de la IV^{ème} Internationale). Enfin, les Lip sont appelés à témoigner à l'étranger de leur action, à l'appel des partis politiques (principalement communistes) et à apporter un soutien aux autres travailleurs en lutte.



BENVENUTI A VENEZIA

OPERAI DELLA LIP!

Si trova in Italia in questi giorni, su invito del nostro Partito, una delegazione del Comitato d'agitazione della fabbrica francese di orologi LIP composta da alcuni sindacalisti della CGT.

La lotta degli operai della LIP dimostra la capacità della classe operaia di dirigere la produzione al servizio del popolo e la vita sociale, senza e contro i capitalisti e il loro governo.

Questa lotta è ricca di insegnamenti rivoluzionari per gli operai italiani e veneziani nella loro lotta per la costruzione di una società alternativa e socialista.

Mercoledì 17 alle ore 21

INCONTRO

**DELLA DELEGAZIONE DEGLI OPERAI DELLA LIP
CON GLI OPERAI E I LAVORATORI E GLI INTELLETTUALI
DI VENEZIA**

nell'AULA MAGNA DI ARCHITETTURA

PARTECIPATE TUTTI



PARTITO COMUNISTA (marxista-leninista) ITALIANO
Comitato Provinciale di Venezia

S. Croce 30, Venezia - Via Tomello 5, Marghera tel. 041.090



LES ORGANISATIONS POLITIQUES ET SYNDICALES

Même si les Lip font savoir qu'ils sont en dehors du jeu des partis, la dimension nationale que prend le conflit lui confère un intérêt politique. Les organisations de gauche et d'extrême-gauche soutiennent, approchent, et commentent la lutte des Lip. Certaines d'entre-elles tentent de récupérer l'événement à leur profit, ou d'influencer les travailleurs pour qu'ils se fassent écho de leurs idées. Mais ces influences restent marginales même si des ouvriers sont parfois séduits, individuellement, par ces discours. Le comité d'action ne se laisse pas politiser facilement, bien que des courants apparaissent en son sein.

Le Parti socialiste unifié (PSU) joue un rôle particulier dans le conflit en apportant un soutien aux travailleurs (aide juridique, réseau de vente de montres) et en couvrant le conflit par ses journaux local (*Combat socialiste*) et national (*Tribune socialiste*). Beaucoup de travailleurs sont membres du PSU avant le début du conflit. Charles Piaget est pressenti comme candidat à l'élection présidentielle de 1974 (avec le soutien de *Rouge, Révolution!*, l'Alliance marxiste révolutionnaire et de la tendance gauche ouvrière prolétarienne du PSU). Claude Neuschwander, PDG de Lip à partir de 1974 est membre du PSU et proche de Michel Rocard. Les partis majoritaires à gauche (PS et PCF) ont, quant à eux, un positionnement plus ambigu.

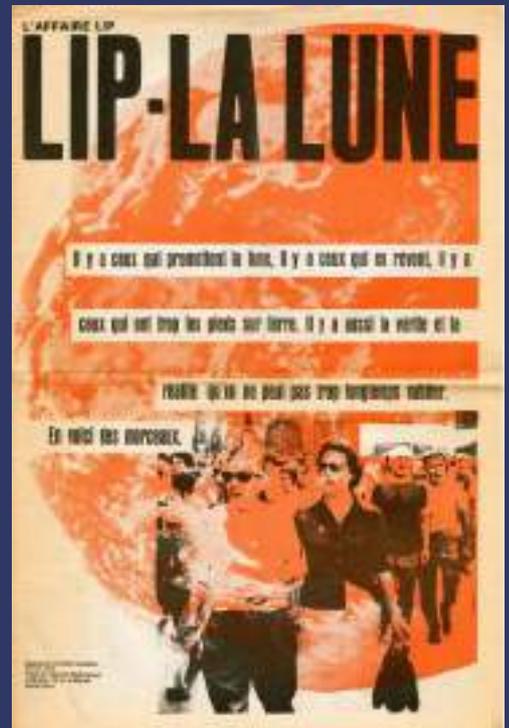
L'engagement syndical est très fort chez Lip : de 5% de personnes syndiquées en 1956, ils sont un peu plus de 50% en 1973 et dépassent les 70% au-lendemain du conflit. La CFDT, syndicat majoritaire, est familière du concept d'autogestion. Elle semble apporter un soutien inconditionnel à la lutte (du moins tant qu'Edmond Maire est à la tête de la confédération). Le syndicat de la métallurgie CFDT est présent et aide les Lip à la réalisation d'un ouvrage sur la viabilité de l'usine. La CGT, quant à elle, adopte une posture plus nuancée vis-à-vis de la reprise de l'activité de l'usine par les travailleurs. Cela se traduit par des dissensions entre les fédéraux et les représentants locaux (solidaires de la CFDT et du comité d'action sur ce sujet). L'appel de la part de la CGT à approuver le « plan Giraud » met à mal le travail collaboratif post-68 engagé avec la CFDT. Cette attitude est incomprise des travailleurs et a pour conséquence de la marginaliser encore davantage : lors des élections professionnelles de janvier 75, la CFDT recueille 80% des suffrages dans les premier et deuxième collèges, contre une quasi égalité au moment de l'éclatement du conflit.



LA REACTION DU PATRONAT

Les Lip, en rejetant l'hypothèse du démantèlement de l'entreprise, et les licenciements que cela implique, mais surtout en rendant opérationnelle la prise en charge collective de la production-vente-rémunération, ont ébranlé le socle même de l'économie capitaliste.

Il n'y a pas de « réaction-type » ou de consensus autour de la position à adopter face à cet événement. Le patronat est constitué alors d'acteurs plus ou moins proches de Lip, aux intérêts très différents. Dans un premier cercle se trouve Ebauches SA qui cherche à défendre ses intérêts d'actionnaire principal et son honneur lorsque ses plans sont rejetés par les travailleurs de Lip. Dans un deuxième cercle peuvent être placés les concurrents locaux de Lip. Les patrons horlogers franc-comtois, par voie de presse et avec le soutien de la Chambre de commerce et d'industrie du Doubs, affirment que Lip est un cas isolé dans l'ensemble de l'industrie horlogère qui serait globalement en bonne santé. Ces mêmes patrons horlogers contestent violemment le sauvetage étatique arguant qu'il relève de l'interventionnisme et qu'il fausse les règles du marché. Le Conseil national du patronat français (CNPF, actuel MEDEF) se trouve dans un troisième cercle. Le président du CNPF, François Ceyrac, en appelle à un retour à la normale mais l'institution qu'il représente demeure silencieuse dans l'affaire, à la fois pour ne pas sortir d'une réserve de principe et parce que le rôle qu'elle aurait à jouer dans les négociations entre l'Etat et les Lip est délicat à cerner. Toutefois, l'Union des Industries Métallurgiques et Minières (UIMM) publie un document sous forme de journal *Lip, la lune* (oct. 73), dans lequel elle s'attaque directement à la CFDT, conteste l'idée qu'il y aurait autogestion et présente le combat des Lip comme réactionnaire et conservateur (contre le libéralisme économique).



Militer au-delà de l'usine : le Larzac



L'été 73 fut également l'été du Larzac. Des paysans s'y sont engagés dans une lutte contre l'Etat qui voulait récupérer des terres agricoles et d'élevage en vue de l'extension d'un camp militaire. Des connivences idéologiques sont perceptibles, un sentiment partagé de l'obligation d'une lutte collective, unitaire face à plus grand que soi : l'Etat pour l'un, le Capital pour l'autre. Il y a extériorisation-popularisation du conflit. Le « tous au Larzac » accompagne le « tous à Besançon », on rêvait presque d'un front commun à partir d'un héritage assumé mais à parfaire : Mai 68. On s'échange Roquefort contre horloge en forme de mouton, on met « l'imagination au pouvoir » là encore (voir ci-après la tactique de l'acquisition des terres) ; enfin, une délégation de travailleurs de Lip se rend au Larzac pour manifester son soutien. La militance chez les Lip est bien ancrée et est impensable dans ce seul environnement que serait l'usine.

« Le collectif, dit Charles Piaget aujourd'hui, a besoin d'ouverture, de conquérir "l'opinion publique", de chercher du soutien, d'aller à la rencontre des "autres". "Lip maison de verre", c'était nouveau à l'époque. Les salariés en lutte avaient tendance à se protéger de l'extérieur. [...] Nous avons ouvert l'usine Lip à tous. A l'AG, des délégations prenaient la parole pour apporter un soutien concret. Certaines ont constitué des réseaux d'informations dans toute la France, d'autres venaient échanger leur expérience avec celle des Lip. Cela a été très bénéfique. [...] Donc, une ouverture très riche vers l'extérieur, par exemple dans la lutte du Larzac. [...] Quand les 107 familles ont décidé de se battre, elles ont commencé par palabrer longtemps. Les paysans se sont dit : "Nous sommes le pot de terre contre le pot de fer, jamais on n'y arrivera, tu te rends compte, lutter contre l'armée !". Finalement, ils ont fini par émerger en disant : on peut refuser cette fatalité, demander des conseils, on peut essayer de lutter. Ils ont bâti tout un cheminement de lutte. Puis ils ont compris que seuls ils ne pourraient jamais s'en sortir [...] ».



Secrétariat du G.F.A. LARZAC

POUR EMPECHER L'ACHAT DES TERRES DU LARZAC PAR L'ARMÉE

Malgré les pétitions, protestations, conférences et manifestations diverses, l'administration poursuit son action en vue d'aboutir à l'acquisition par l'armée des 13 700 hectares prévus pour l'extension du camp militaire du LARZAC.

En ce moment, des agents de l'administration contactent des propriétaires et leur font des propositions d'achat amiable.

Or un certain nombre de ces propriétaires non exploitants, et ne résidant pas sur le Larzac sont prêts à vendre et ainsi à « profiter de l'occasion que leur offre l'armée ».

Lors des précédentes opérations d'agrandissement territorial de l'armée, réalisées dans d'autres régions, on a constaté que pour déclencher (éventuellement) la procédure d'expropriation il lui fallait au préalable avoir acquis « à l'amiable » un pourcentage important du territoire convoité.

Ce que nous proposons à chacun d'entre vous c'est de participer à l'achat des terres mises en vente librement par leurs propriétaires, et ainsi d'empêcher l'armée de les acquérir.

Un **Groupement Foncier Agricole «G.F.A. - LARZAC-UN»** vient d'être constitué (voir la note explicative au verso).

Ce G.F.A. permet de mener à bien les opérations d'achat de propriétés mises en vente. Pour ce faire, il lui faut de très gros moyens financiers. Ces moyens, tous ensemble, nous les avons.

Vous pouvez tout de suite acheter une ou plusieurs parts du «G.F.A. LARZAC-UN» au prix de 1 000 F la part.

En dehors de l'action de sauvegarde du Larzac, cet achat constitue aussi pour vous un placement. Certes par ses offres actuelles l'armée crée un cours supérieur à la valeur réelle du terrain. De ce fait, sans l'immédiat, ce placement peut paraître peu avantageux. Mais à moyen terme, compte tenu de la montée constante et générale des prix de la terre, compte tenu également de l'inflation, cette opération peut être considérée comme un placement sûr et, somme toute, assez bon.

Amis du LARZAC, ne laissez pas l'armée devenir propriétaire du Larzac.

Pour acheter une ou plusieurs parts, il vous suffit d'écrire au secrétariat du G.F.A.-LARZAC-UN qui est le :

Comité Départemental de Sauvegarde du Larzac
Chambre d'Agriculture
route de Moyrazès - 12009 RODEZ

Vous pouvez envoyer en même temps et à la même adresse votre chèque établi à l'ordre de «Maître de Roquetaillade, Notaire à MILLAU», en mentionnant au dos de ce chèque «Pour le G.F.A.-LARZAC-UN»

D'avance nous vous remercions.

(Signé)

Les Paysans du
Larzac

L'Association de Sauvegarde
du Larzac

Le Comité Départemental
de Sauvegarde du Larzac

T. S. V. P.

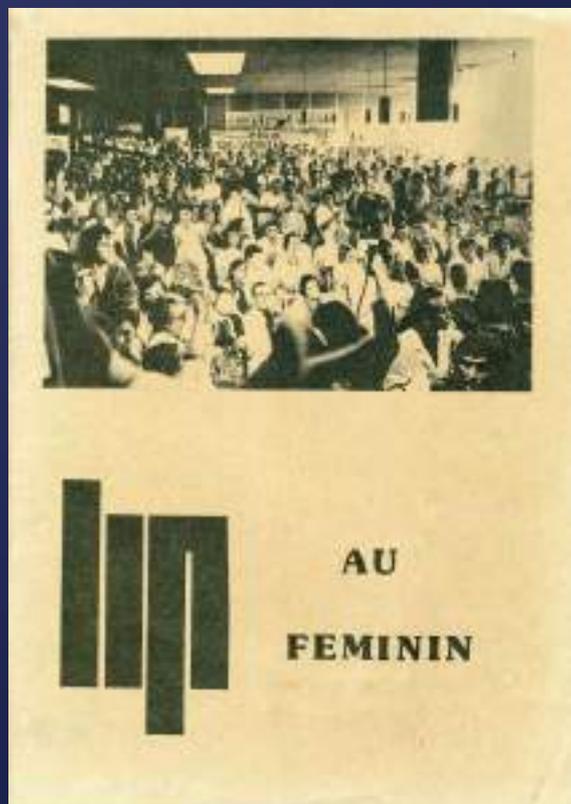


Militer au-delà de l'usine : les femmes



La prise de parole et l'action sont aussi féminines. La lutte des Lip, dans le contexte des combats pour les droits des femmes (contraception, IVG, égalité de traitement dans l'entreprise), dépasse le seul cadre de la préservation de l'emploi et du non-démantèlement. Elles prennent part à l'action syndicale en contestant les orientations de leur hiérarchie (Noëlle Dartevelle à la CGT) ; elles animent des commissions et sont souvent au premier plan dans le comité d'action ; elles popularisent le conflit par la publication d'ouvrages de témoignages (*Lip au féminin*, monographies de Monique Piton). Les prises de paroles ont vocation à s'insérer dans une lutte collective, indifféremment des genres, toutefois « l'instant Lip » est le temps de la sensibilisation aux conditions de travail des femmes, que ce soit la pénibilité des cadences pour celles qui constituaient 77% des OS ou le droit de cuissage exercé par certains supérieurs hiérarchiques : « J'ai davantage le sentiment, dit Monique Piton, que les femmes ont aussi une lutte à mener pour se faire respecter, ne plus être des bibelots, ou des procréatrices, ou des servantes, ou les trois à la fois ».

« Chez Lip, il y a plus de femmes que d'hommes. Donc, la lutte n'aurait pas pu réussir sans la coopération des femmes. C'est facile à comprendre. Au début, certains maris disaient à leur femme : « Ne te mêle pas de ça, n'y va pas ». En fait, cette grève aurait été traditionnelle, les femmes seraient peut-être restées chez elles. Mais il y avait un travail, une paye en même temps : les femmes avaient conscience qu'elles devaient venir à l'usine. Elles travaillent, donc elles ont le droit de parler de ce qui se passe dans leur usine. Elles sont arrivées à le faire comprendre à leur mari. Pourtant,, je crois que finalement, dans la lutte, elles sont assez subordonnées. Je ne sais pas à quoi ça tient. Je ne pense pas qu'on les ait empêchées de prendre des initiatives ; mais tout de même, il y a encore cette vieille exploitation des femmes par les hommes. Les femmes n'osent pas prendre d'initiatives seules. Si elles prennent celle de balayer, on ne leur dit rien. Mais si elles prennent celle de parler, de faire des remarques sèches quand c'est nécessaire, c'est mal vu. [...] Très souvent, on dit : « Les travailleurs, les gars de chez Lip » ; ça, c'est la grammaire qui veut qu'on ramène tout au masculin. Et finalement, on se figure que c'est une lutte d'hommes. Mais les gens qui viennent chez Lip voient les femmes un peu partout, dans toutes les actions. Je ne veux pas dire qu'on se sente brimée chez Lip, on n'a pas cette impression ; on nous laisse parler, on peut s'imposer. Mais comme partout, c'est un peu difficile ».

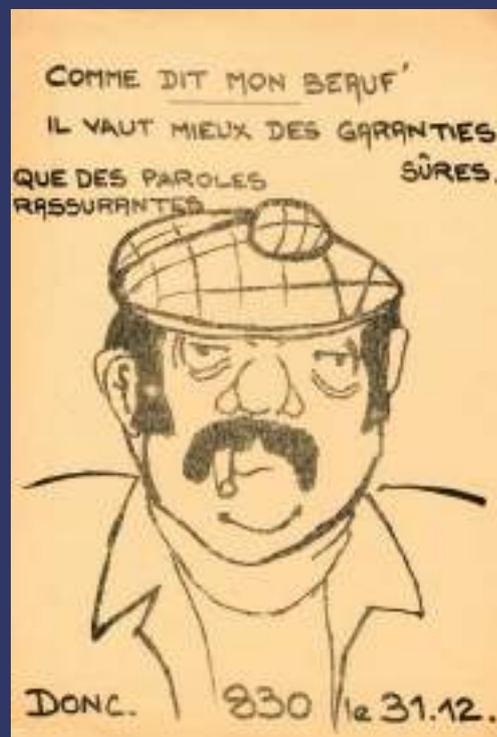


REVENIR A PALENTE : LES 830

Fin 1973, Jean Charbonnel, ministre du développement industriel et scientifique, met en place un nouveau plan de relance porté par Antoine Riboud, Renaud Gillet et José Bidegain, des industriels proches du PSU (Parti socialiste unifié), considérés comme des « patrons de progrès ».

Le plan prévoit la création d'une holding représentée par José Bidegain (Société Européenne d'Horlogerie et d'Équipement Mécanique) qui maintient les activités horlogères et mécaniques de Palente. Des engagements sont pris sur la reprise de l'ensemble du personnel au 1^{er} janvier 1975 (soit 830 personnes). L'accord, signé à Dole le 29 janvier 1974 convient que « Les productions de la nouvelle entreprise seront mises en route dès le 1^{er} mars 1974 et l'effectif de démarrage sera embauché progressivement en fonction des possibilités techniques pour atteindre à la fin du mois de mars au moins 300 personnes [...]. Dans la mesure où les conditions humaines, techniques et commerciales ci-dessus évoquées seront réunies, les effectifs seront augmentés au cours des mois suivants pour atteindre au total au moins 500 personnes le 1^{er} septembre 1974 ». (*Accord de Dole*, B.1).

Le 11 mars 1974, 135 Lip réintègrent l'usine de Palente, les autres suivent des formations. Les syndicats engagent un bras de fer avec le PDG Claude Neuschwander, illustré là encore par voie d'affichage et par la bande dessinée « Gazette de Liporum », pour une effective reprise des « 830 » à la fin de l'année.



OCTOBRE 73: LES TRAVAILLEURS
de LIP REFUSENT le PLAN
ULTIMATUM de GIRAUD:
PIEGE POUR CASSER
LA LUTTE
DES
LIP



74
JANVIER:
LES LIP ACCEPTENT
le PLAN de RELANCE de DOLE
et SE MOBILISENT POUR LE FAIRE RESPECTER.

SGEN/CFDT ENS ST-CLOUD



Lip unité

Journal d'information publié par le "Collectif des travailleurs de LIP"

JANVIER 1975

N° 18 - 1 F

TOUT COURRIER :

"Lip unité"
U.L. C.F.D.T.,
3, rue Champrond
25000 Besançon

ABONNEMENT :

1 an - 10 F
Tout paiement à l'ordre de
Roland Vittot
C.C.P. Dijon 208943

Une bataille commencée il y a 20 mois se termine par une grande victoire

La "Lip Unité" est le journal de tous les travailleurs de LIP.

Chaque Lip reçoit gratuitement chaque semaine un exemplaire de ce journal. Pour s'inscrire, il suffit de remplir le coupon ci-joint et de l'envoyer à :

U.L. C.F.D.T.,
3, rue Champrond,
25000 Besançon.

Tout le monde peut s'abonner, et même à l'étranger.

Mais, le journal de Lip ne se veut pas seulement un journal de lutte, il veut être un journal de culture, de réflexion, de débat.

Le journal de Lip ne se veut pas non plus un journal de simple information, il veut être un journal de réflexion, de débat, de culture.

Une bataille commencée il y a 20 mois se termine par une grande victoire.

Mais ce n'est pas tout. Il y a encore, et il y aura encore, de nombreuses batailles à mener. Mais nous sommes convaincus que nous allons gagner. Grâce à l'unité de tous les travailleurs de LIP, et grâce à l'unité de tous les travailleurs de France. Grâce à l'unité de tous les travailleurs de France, et grâce à l'unité de tous les travailleurs de France.

Il est difficile de dire quel impact a eu ce journal, ce qui a représenté cette unité, ces nouvelles expériences, ces nouvelles idées.

D'abord pour nous, travailleurs de LIP, nous avons pu constater la force que représente l'unité, l'unité de tous les travailleurs, l'unité de tous les travailleurs de France, l'unité de tous les travailleurs de France.

Mais ce n'est pas tout. Il y a encore, et il y aura encore, de nombreuses batailles à mener. Mais nous sommes convaincus que nous allons gagner.

Mais ce n'est pas tout. Il y a encore, et il y aura encore, de nombreuses batailles à mener. Mais nous sommes convaincus que nous allons gagner.



Assemblée générale au restaurant LIP

Cela nous a permis de voir, dans un même esprit, dans une même direction, des objectifs qui nous ont permis de franchir de nouvelles étapes, de franchir de nouvelles étapes, de franchir de nouvelles étapes.

C'est important dans une période où les travailleurs ont conscience de plus en plus de la nécessité de l'unité, de l'unité de tous les travailleurs.

Plus important que les grands discours, que les grands discours, que les grands discours.

Mais ce n'est pas tout. Il y a encore, et il y aura encore, de nombreuses batailles à mener. Mais nous sommes convaincus que nous allons gagner.

Mais ce n'est pas tout. Il y a encore, et il y aura encore, de nombreuses batailles à mener. Mais nous sommes convaincus que nous allons gagner.

D'ailleurs, dès ce jour, une nouvelle étape, une nouvelle étape, une nouvelle étape.

une nouvelle expérience de travail, dans le but de mieux nous connaître, de mieux nous connaître.

Cela nous a permis de voir, dans un même esprit, dans une même direction, des objectifs qui nous ont permis de franchir de nouvelles étapes, de franchir de nouvelles étapes, de franchir de nouvelles étapes.

C'est important dans une période où les travailleurs ont conscience de plus en plus de la nécessité de l'unité, de l'unité de tous les travailleurs.

Plus important que les grands discours, que les grands discours, que les grands discours.



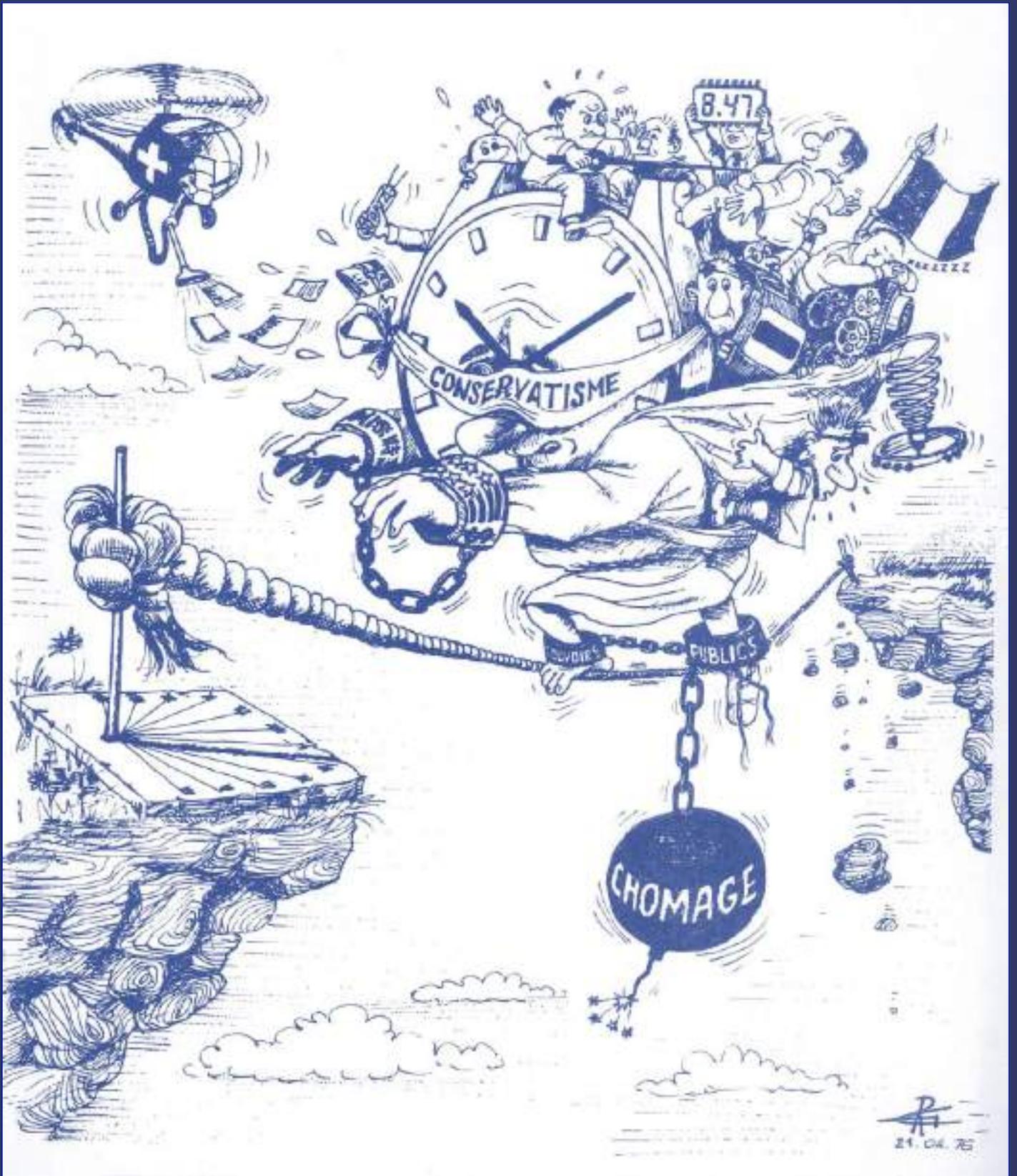
LIP 76

L'activité des LIP est en difficulté durant l'année 1975 : les prévisions de commandes établies sont revues à la baisse et les pertes s'élèvent à plusieurs millions de francs. Deux thèses s'opposent alors pour rechercher les motifs de l'échec. La gestion et les choix stratégiques de Claude Neuschwander sont contestés, et la viabilité de Lip questionnée. Toutefois, les bilans financiers sont présentés sans volonté de dissimuler la situation et le budget est approuvé. Le PDG de Lip met alors en avant des considérations conjoncturelles et ne peut qu'observer impuissant le désengagement de l'Etat (commandes d'armement et contrat avec la Régie nationale Renault), des banques et des patrons, instigateurs de l'accord de Dole, soumis à la pression de ce premier. Claude Neuschwander est poussé à la démission en février 1976. Le nouveau PDG Jean Sargueil, un fabricant de trompettes, annonce le dépôt de bilan en avril.

C'est le branle-bas de combat chez les ouvriers pour sauver leur emploi. Pour faire face à la crise, les LIP reprennent les méthodes utilisées lors du conflit de 73 : ils cachent un stock de 120.000 montres, reprennent la rédaction de *Lip Unité*, s'organisent en commissions, réactivent le comité d'action et prennent les décisions en AG. Ils mettent, une fois encore, leur imagination au profit de la lutte : des journées portes ouvertes sont organisées ; des supports d'information et des objets artisanaux sont produits afin de financer la cause et rallier un maximum de gens.

Cependant le contexte n'est plus aussi favorable qu'en 1973. A la suite du choc pétrolier, le chômage de masse s'installe inexorablement. L'intervention de l'Etat est moindre avec l'élection nouvelle de Valéry Giscard d'Estaing et l'arrivée au pouvoir des libéraux qui misent sur l'enlisement de la situation et l'essoufflement de l'action. Les centrales syndicales se résignent à accepter les plans sociaux cherchant non plus à sauver l'emploi mais à négocier ce qui peut l'être par respect des règles du jeu capitaliste. La municipalité de Besançon et le Conseil général prennent des résolutions de principe, faute de trouver des solutions (voir ci-contre). La possibilité de perception des indemnités chômage (90% du salaire) a pour conséquence de démobiliser une partie des travailleurs, ce n'est qu'au moment où ils se retrouvent en fin de droit qu'ils décident de reprendre la production des montres (juin 77), puis d'opter pour le passage en SCOP.





LA SCOP

Malgré la reprise de la production des montres, en avril 77, il apparaît aux travailleurs de Lip qu'il faut « réanimer leur outil de travail ». Le 8 novembre 77, les Lip acceptent la création d'une société coopérative ouvrière de production (SCOP) leur permettant d'exercer leur activité dans un cadre juridique et d'éviter la dégradation par le temps de l'outil de travail et des technologies. Seront ainsi créées trois scops : les industries de Palente (L.I.P.) qui produit des montres (une soixantaine de modèles) ; les commissions artisanales de Palente (CAP), créée le 7 juillet 79 qui produit divers objets et services tels que des jouets, des assiettes peintes et le chômageopoly (fabriqué à 12.000 exemplaires) ; enfin, la scop « Au chemin de Palente », constituée en 80, qui gère un restaurant et les groupements d'achat.

L'objectif des scops est de donner « un emploi pour tous à Palente », mais en juillet 79, la coopérative L.I.P. ne fait vivre que 46 personnes, les autres recevant un traitement par la caisse de la lutte (vente de montres). L'emploi pour tous est un processus lent, et afin de déterminer l'ordre de réembauche, trois listes A, B et C sont publiées en janvier 79. La liste A comprend environ 160 personnes qui s'intègrent dans le plan industriel mis en place pour la scop L.I.P. La liste B compte 90-100 personnes pour les deux autres scops. Enfin, la liste C comprend les autres travailleurs de Lip qui doivent attendre le développement des scops pour se voir offrir un emploi. La constitution des listes va diviser les travailleurs de Lip, l'appartenance à une liste les sépare, s'en est fini de l'unité, du collectif. Les travailleurs du groupe C se sentent lésés.

En février 1980 la décision est prise de quitter l'usine de Palente. Le déménagement à Montarmots se fait un an après.

« S'il nous faut parler d'échec, dit Jean Raguénès, alors situons le sans hésiter dans le domaine social, celui de la dynamique communautaire et de la relation entre les personnes. La lutte de Lip a été inspirée par cette utopie : « vivre et travailler autrement. » De ce point de vue, je le dis sans hésiter, Lip a échoué ».



« Le problème, actuellement, c'est de savoir si on a la volonté de repartir avec le potentiel humain, ici, ou si on veut sabrer, si on veut repartir avec le seul intérêt économique, le seul intérêt du profit ».

Charles PIAGET
7 août 1973



SOURCES

Propos introductif « Nous savions que la sécurité de l'emploi... » : Daniel Mothé, « Lip : réussite de la lutte, échec de la grève », *Esprit*, 1973/12, p. 896.

Lip c'est l'heure : photo « tête de fusée » (in *Lip Unité*, n°20-21, 2^{ème} série, avril-mai 1980, p. 15) ; publicité Publicis, années 60.

Propos de Michel de Certeau : in Michel de Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Seuil, éd. 1994, p. 40-41.

Lip 73 : Photocopie des notes de Laverny trouvées par les travailleurs de Lip lors du CA du 12 juin 1973 ; propos encadré extrait du document édité par Ebauches SA *Industrie horlogère européenne. Une expérience suisse. Ebauches SA-Lip 1967-1973*, Neuchâtel décembre 1973, p. 31. ; note de C.V. Girardin adressée à maîtres Dufay et Laverny sur la situation dans l'usine, 25 mai 1973 ; propos de Charles Piaget (in Charles Piaget et al., *LIP*, Stock, 1973, p. 29) ; photo du gymnase Jean Zay (in *Lip Unité*, n°18, janvier 1975, p. 5. ; Dessin tiré de Wiaz et Piotr, *Les Hors-la-loi de Palente. La grève de Lip*, 1974, p. 38.

Organisation de la lutte : Photos AG (in *Les travailleurs de Lip. 53 photographies*. Suppl. au n°42 de *Libération*, 1973, p. 18) ; Autocollant « Soutien aux travailleurs de Lip ».

« Le patron a besoin de toi, tu n'as pas besoin de lui » : Définition de l'autogestion in A. Detraz, F. Krumnow et E. Maire, *La CFDT et l'autogestion*, Paris, Cerf, 1973, p. 25 ; Propos d'un membre du Comité d'action « Nous ne nous faisons pas d'illusions... » (in Anouar Khaled, « Lip : les travailleurs maîtres de leur usine », *Politique hebdo*, 84, 21 juin 1973, p. 5) ; photo du « trésor de guerre » et de la première « paie sauvage » (in Suppl. au journal *Révolution!*, n°35, 1973, p. 17 et 33) ; Jean-Pierre Raffarin, « Lettre ouverte à Claude Neuschwander, Président Directeur Général de Lip (auteur du livre *Patron, mais...*) », *La Lettre hebdomadaire de G.S.L.* (Génération Sociale et Libérale) (extrait) (Lettre parue également dans le n°376 de *France-Moderne*, décembre 1975).

Populariser la lutte : Photo « Cuisine de capital, cuisine de cannibale » (in *Les travailleurs de Lip. 53 photographies*. Suppl. au n°42 de *Libération*, 1973, p. 56) ; dessin « Si t'as jamais vu... » (in *Il était une fois la révolution*, Paris, Ed. Gilles Tautin, 1974, p. 85).

La couverture médiatique du conflit : Une *Libération*, 26 juin 1973 ; Une *Tribune socialiste*, n°600, 12-19 décembre 1973 ; couverture de l'ouvrage de Arno Münster, *Der Kampf bei LIP* (1974) ; Une de *Intercontinental press*, 6 août 1973 ; Affiche meeting d'une délégation CGT de LIP à Venise, mercredi 17 [octobre 1973].

Les organisations politiques et syndicales : Une *Combat socialiste*, n°26, juin 1977 ; Une *Front rouge*, 27 septembre 1973.

La réaction du patronat : Couverture *Lip-La Lune*, supplément à UIMM Actualités, oct. 1973 et coupure, *idem*, p. 6 ; Une de *Commerçants et industriels*. Organe officiel de la chambre de commerce et d'industrie du Doubs. Suppl. au n°168 du 15 octobre 1973 ; coupure de presse (*L'Est Républicain*, s.d, probablement début juillet 1973)

Militer au-delà de l'usine : Le Larzac : Coupure de presse (*L'Est Républicain*, 13 juillet 1973) ; Une de *Tribune socialiste* (n°586, 5 septembre 1973) ; Dessin « Gardarem lou Lip » (in Wiaz et Piotr, *Les Hors-la-loi de Palente. La grève de Lip*, 1974, p. 20) ; Propos de Charles Piaget (in Réseau citoyens résistants et Charles Piaget, *La force du collectif*, Paris, Libertalia, 2012, p. 35-36) ; Tract « Pour empêcher l'achat des terres du Larzac par l'armée ».

Militer au-delà de l'usine : les femmes : Couverture du magazine féminin de la CGT *Antoinette*, n°111, oct. 1973 ; couverture de *Lip au féminin*, fascicule de 68 p., suppl. à *Combat socialiste*, n°16, 1975 ; citation courte de Monique Piton, in *Lip au féminin*, op. cit., p. 31 ; citation longue (extraite de Charles Piaget et al., *LIP*, Stock, 1973, p. 113-114).

Revenir à Palente : Les 830 : Tracts syndicaux CFDT LIP ; photo de retour dans l'usine (in *Il était une fois la révolution*, Paris, Ed. Gilles Tautin, 1974, p. 256) ; Tract « Plan Giraud vs plan de Dole », SGEN/CFDT ENS Saint Cloud ; *Lip Unité*, n°18, janvier 1975.

Lip 76 : Coupure de presse « Lip va-t-il mourir ? » (*L'Est Républicain*, 11 avril 1976) ; Coupure de presse « Les Lip reprennent la fabrication des montres » (*L'Est Républicain*, 1^{er} juin 1977) .

La Scop : Citation de Jean Raguénès, *De mai 68 à Lip. Un dominicain au cœur des luttes*, Paris, Karthala, 2009, p. 210.

Propos conclusif « Le problème actuellement... » : Charles Piaget s'adressant à Henry Giraud durant l'AG du 7 août 73 à Palente, (in Dominique Dubosc, *Lip 73* et Christian Rouaud, *Les Lip, l'imagination au pouvoir*).

BIBLIOGRAPHIE

Sources

Edmond Maire et Charles Piaget, *Lip 73*, Paris, Seuil (coll. « Combats »), 1973, 139 p.

Charles Piaget et al., *Lip*, Paris, Stock (coll. « Lutter », 2), 1973, 215 p.

Lip : affaire non classée, Paris, Syros (coll. « Points chauds », 3), 1976, 232 p.

Jean Raguénès, *De mai 68 à Lip. Un dominicain au cœur des luttes*, Paris, Karthala, 2009, 288 p.

Réseau Citoyens résistants et Charles Piaget, *La Force du collectif*, Paris, Libertalia, 2012, 60 p.

Etudes sur Lip

Collectif, *Il était une fois la révolution*, Paris, Editions Gilles Tautin, 1974, 256 p. (par des journalistes de *La Cause du peuple*).

Jean Divo, *L'affaire Lip et les catholiques de Franche-Comté*, Yens-sur-Morges, Cabédita, 2003, 200 p.

Daniel Mothé, « Lip : réussite de la lutte, échec de la grève », *Esprit*, 1973/12, p. 890-896.

Autres travaux

Luc Boltanski et Eve Chiapello, *Le nouvel esprit du capitalisme*, Paris, Gallimard (coll. « NRF Essais »), 1999, 843 p.

Michel de Certeau, *La prise de parole et autres écrits politiques*, Paris, Seuil (coll. « Points-Essais », 281), 1994, 278 p.

Benoît Collombat, David Servenay (dir.), *Histoire secrète du patronat. De 1945 à nos jours*, Paris, La Découverte, éd. 2010, 719 p.

Institut de démobilisation, *Thèses sur le concept de grève*, Paris, Lignes, 2012, 252 p.

Edmond Maire, Alfred Krumnow, Albert Detraz, *La C.F.D.T. et l'autogestion*, Paris, Editions du Cerf, 1973, 94 p.

Filmographie

Dominique Dubosc, *Lip 73*, 62 min.

Thomas Faverjon, *Fils de Lip*, 2007, 51 min.

Bertrand Gauthier et Isabelle Brunnarius, *Lip, le rêve et l'histoire*, 2005, 52 min.

Christian Rouaud, *Les Lip, l'imagination au pouvoir*, 2006, 119 min.

Remerciements

Nous remercions Charles Piaget, Claude Neuschwander et la famille Billot de nous avoir déposé leurs archives qui alimenteront le projet PALENTE (Plateforme Archivistique Lip. Edition Numérique TEIéchargeable) mené au sein de l'Université de Franche-Comté... Nous y avons puisé la sève de cette exposition. Merci à Catherine Tirvaudey de nous avoir mis en relation avec ces précieux témoins. Merci au CCPPO, aux diverses institutions garantes de la conservation et de la transmission du patrimoine horloger comtois (Musée du Temps), ainsi que des fonds relatifs à la lutte des Lip (archives de la ville de Besançon, archives départementales, archives diocésaines). Merci enfin aux services communs de l'Université de Franche-Comté.

